

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 09/2021/ ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**ETUDE D'ELABORATION D'UN PLAN LOCAL DE GESTION
DES RESSOURCES EN EAU AU NIVEAU DE LA PROVINCE
DE TAZA**

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2: AIRE DE L'ETUDE

ARTICLE 3 CONSISTANCE DES ETUDES

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES DOCUMENTS

ARTICLE 9 : DELAIS DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

ARTICLE 11: NANTISSEMENT

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 17: RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 18 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 26: RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 28: PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

ARTICLE 29: MESURES DE SECURITE

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

CHAPITRE II : CAHIER DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : CONDUITE DE L'ETUDE

ARTICLE 32 : CONSISTANCE DU MARCHE

ARTICLE 33 : DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

La présente étude a pour objectif, l'élaboration du Plan Local de Gestion de l'Eau de la province de Taza.

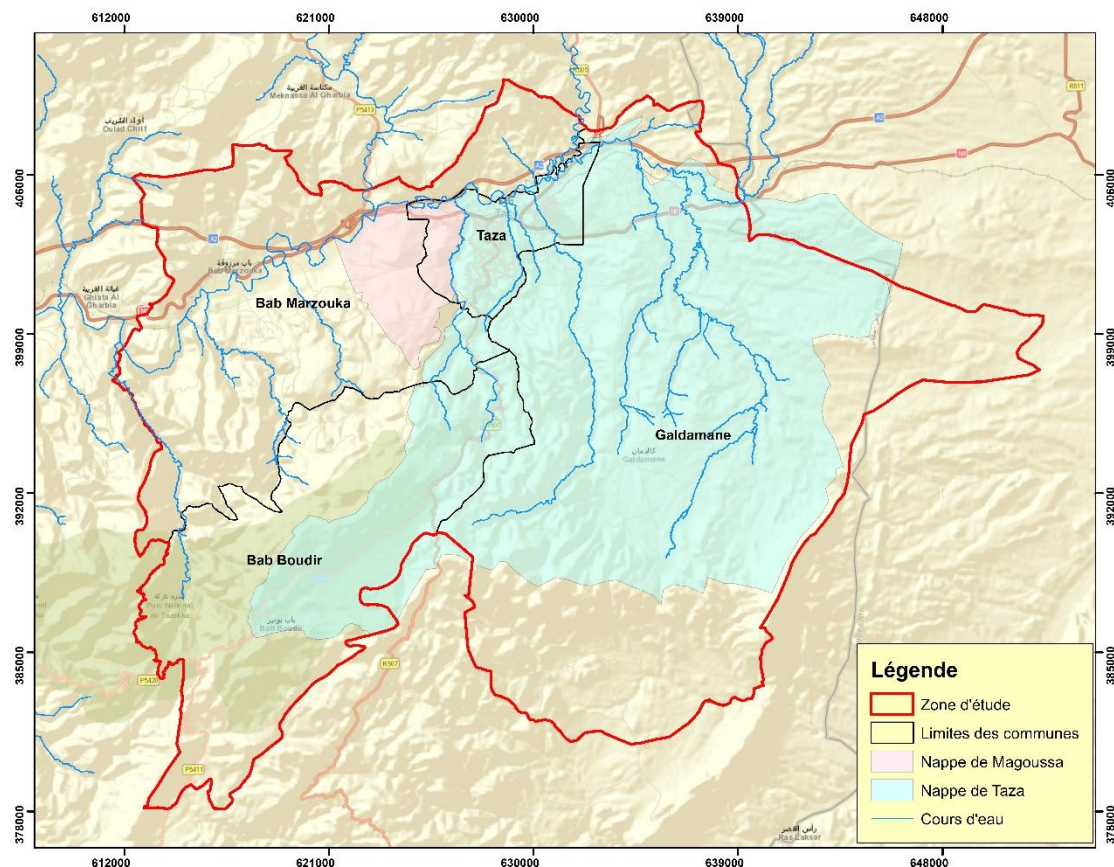
Outil de planification pour répondre localement aux objectifs du PDAIRE. Ce plan vise à fixer les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau.

Cette étude comprendra le rassemblement de toutes les données et connaissances existantes sur le bassin et l'élaboration d'une feuille de route fixant les objectifs de développement dans la zone, en concertation avec l'ensemble des secteurs socio-économique et services administratifs y intervenant.

Ce plan doit répondre aux objectifs et orientations du PNE et du PDAIRE, et permettre d'assurer un équilibre durable entre protection et préservation des ressources en eau de la zone et satisfaction des différents usages.

ARTICLE 2 : L'AIRE DE L'ETUDE

L'étude portera sur les communes des Galdamane, Bab Boudir, Bab Marzouka et la municipalité de Taza, situées à la limite Est de la partie centre du bassin du Sebou, et qui couvrent une superficie de 740 km² environ.



En raison de la prédominance des calcaires fissurés et karstifiés dans le bassin versant de la région de Taza, le réseau hydrographique est très peu développé et ce malgré que les précipitations soient relativement importantes.

Par ailleurs, la zone repose sur deux aquifères d'eau souterraine : La nappe de Taza et la nappe de Magoussa. Les ressources en eau de la nappe de Taza sont principalement mobilisées pour l'alimentation de la ville de Taza et des communes avoisinantes et l'irrigation des périmètres locaux.

Le déficit enregistré par le bilan de cette nappe (estimé à -8Mm³/an) et la baisse moyenne de 1m/an des niveaux de la nappe indiquent que la nappe est surexploitée d'où la nécessité d'intervenir pour assurer une gestion durable de ses ressources en eau.

ARTICLE 3: CONSISTANCE DES ETUDES

L'étude vise à évaluer les ressources en eau et les besoins en eau actuels et futur au niveau de la zone d'étude, afin d'élaborer un plan local de gestion pour la préservation de ces ressources en eau.

Elle est scindée en trois missions :

- **Mission I : Etat des lieux, évaluation des ressources en eau et état de leur utilisation**
- **Mission II : Proposition des Schémas d'aménagements intégrés des ressources en eau**
- **Mission III : Elaboration d'un PLGE au niveau de la province de Taza**

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. L'offre technique ;
4. La décomposition du montant global ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;

- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE 6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat de l'ABHS, si le visa est requis et ce conformément à la réglementation en vigueur.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre .

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DE DOCUMENTS

- Rapports pour chaque mission en version provisoire ;
- Rapports pour chaque mission en version définitive ;
- Rapport de synthèse globale de l'étude en versions provisoire et définitive.

(Les rapports finaux seront élaborés sur la base des rapports provisoires en tenant compte de toutes les remarques et observations de l'Agence).

Nombre d'exemplaires :

- Les rapports provisoires pour chaque mission sont à fournir en 20 exemplaires ;
- Les rapports en version définitive de chaque mission en 20 exemplaires avec deux exemplaires reproductibles sur CDROM ;
- Le rapport de synthèse globale en version provisoire (3 exemplaires) et définitive (30 exemplaires)
- Le rapport final fera l'objet d'une synthèse en arabe, en français, et en anglais.

- Le SIG, le modèle mathématique, les fichiers et les documents cartographiques qui seront élaborés ou utilisés dans le cadre de cette étude, seront remis à l'Agence.

En plus, l'I.C fournira également le dossier complet de l'étude (rapports définitifs) en 3 exemplaires dans 3 coffrets rigides.

ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'acceptation des documents fournis ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG- EMO. Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning des études....

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est Mme la Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance et ce conformément à l'article 158 dudit décret.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 20 mars 2013.

ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

Le délai global d'exécution pour l'ensemble de l'étude est fixé à douze **(12) mois** à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'étude.

Le délai consacré par l'Agence pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix forfaitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix forfaitaires portés la décomposition du montant global joint au présent cahier des prescriptions spéciales.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix de chaque mission doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Prix mission I (M1) < 40% prix du marché
- Prix mission II (M2) < 30% prix du marché
- Prix mission III (M3) < 40% prix du marché

Avec $M1+M2+M3 = \text{PRIX DU MARCHÉ}$

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à Dix Mille dirhams (10 000 dirhams)

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 18 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des études, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des études et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des études aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les études présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 2 mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces études supplémentaires puissent donner lieu à un paiement.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix de la décomposition du montant global aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en créditant le compte bancaire du titulaire. Les modalités de paiement sont comme suit :

- 60% du montant à l'acceptation des rapports provisoires de chaque mission
- 30% du montant à l'acceptation des rapports définitifs de chaque mission
- 10% du montant à la réception du dossier final de l'étude en version définitive y compris la synthèse globale.

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les études dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : CONDUITE DE L'ETUDE

Le déroulement et la conduite du PLGE au niveau de la province de Taza seront faits sous l'égide d'un comité de pilotage animé par l'Agence du bassin hydraulique du Sebou et dans lequel seront représentés tous les départements et organismes concernés. Des réunions périodiques seront tenues avec ce comité, auxquelles l'I.C est tenu d'assister chaque fois que l'agence l'estime nécessaire.

De même des réunions bilatérales avec les partenaires pourront être tenues pour collecter les données nécessaires à l'élaboration de ce plan.

Ce comité sera composé de :

- L'autorité gouvernementale chargée de l'eau
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Intérieur
- L'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Aménagement du Territoire national
- L'autorité gouvernementale chargée du développement durable
- L'office national de l'électricité et de l'eau potable

Cette liste est donnée à titre indicatif, et pourrait connaître certains ajouts si l'ABHS le juge nécessaire.

ARTICLE 32 : CONSISTANCE DE L'ETUDE

L'étude se déroulera en trois missions, à savoir :

- **Mission I : Etat des lieux, évaluation des ressources en eau et état de leur utilisation**
- **Mission II : Proposition des Schémas d'aménagements intégrés des ressources en eau**
- **Mission III : Elaboration d'un PLGE au niveau de la province de Taza**

Mission I : Etat des lieux, évaluation des ressources en eau et état de leur utilisation

Dans cette première mission, l'I.C. est tenu de faire une reconnaissance de la zone d'étude, de ses caractéristiques naturelles et socio-économiques, de son potentiel en ressources en eau et des différents usages de cette ressource.

Le but de cette mission est de constituer un recueil structuré des données et connaissances sur la zone d'étude, que ce soit en termes de milieu ou d'usages.

Cette mission s'articulera sur trois axes principaux :

- Etat des lieux et évaluation des ressources en eau
- Etat d'utilisation des ressources en eau et évaluation des demandes actuelles et futures.
- Analyse et modélisation du fonctionnement hydrodynamique de la nappe de Taza

❖ Etat des lieux et évaluation des ressources en eau

L'IC est amené à collecter dans un premier lieu l'ensemble des données disponibles auprès des différents acteurs et intervenants dans le secteur de l'eau. Cette collecte concernera :

- Les données cartographiques (carte topographiques, géologiques, pédologiques, occupation du sol,...)
- Données relatives à la géologie, géophysique, climatologie, hydrologie, caractéristiques hydrodynamiques de la nappe, piézométrie de la nappe....
- Données sur les superficies irriguées (type d'irrigation, assolement, type d'irrigation,...)
- Fiches des forages ou puits de reconnaissance ou d'exploitation réalisés par les différents acteurs du secteur de l'eau (ABHS, ONEE-BO, RADEETA....), contenant les différentes caractéristiques techniques de l'ouvrage de captage (coordonnées, profondeur, coupe lithologiques, niveau piézométrique, paramètres hydrodynamiques, détail d'équipement, résultat et réinterprétation des essais de pompage,...)
- L'historique des mesures des niveaux piézométriques, des mesures de débits des oueds et des sources, et des mesures de la qualité des eaux. Cette collecte concernera aussi bien le réseau de mesures de l'ABHS, que celui des autres acteurs du secteur de l'eau (ONEE-BO, RADEETA,...)
- Les documents de planification : PNE, PDAIRE, SRAT, PDR,....
- Etude d'inventaire des points de prélèvement d'eau dans la zone d'étude
- Les études réalisées par les autres intervenants dans le secteur de l'eau, notamment le ministère de l'agriculture, l'ONEE-branche Eau Potable, DRPE,.....ainsi que les études de recherche réalisées disponibles au niveau de la zone

Après collecte et analyse des données disponibles, l'IC devra entamer un certain nombre d'investigations préliminaires afin d'avoir une meilleure connaissance de la zone d'étude. Ces investigations portent notamment sur :

- Prospection géologique.
- Complément d'enquêtes d'inventaire des points de prélèvement d'eau avec caractérisation de ces points (profondeur, niveau d'eau, équipements installés, débit, qualité, usage,...) dans une limite de 100 points.
- L'inventaire des foyers de pollution (eaux usées, déchets,...)

L'ensemble de ces données collectées devraient être synthétisé dans le rapport de cette mission.

L'IC doit faire apparaître de manière détaillée les différentes caractéristiques physiques et socio-économiques de la zone d'étude. Il doit également présenter les caractéristiques qualitative et quantitative des ressources en eau de la zone, ainsi qu'une synthèse hydrogéologique des nappes de Taza et Magoussa. De ce fait, le rapport doit faire ressortir :

- Le cadre administratif, géographique et géomorphologique,
- Le cadre hydrographique et climatique
- Analyse du cadre socio-économique (cette analyse devrait intégrer notamment l'aspect Genre)
- Ecosystèmes : forêts, zones humides....
- Le réseau routier classé, autoroutier et ferroviaire
- Le cadre géologique (lithologie, synthèse structurale, accidents géologiques, coupes géologique,...) et hydrogéologique (délimitation des nappes et panneaux aquifères, Zone d'alimentation, recharge, paramètres hydrodynamiques)
- Actualisation du bilan de la nappe

- Elaboration de la carte piézométrique et de la carte de géométrie de l'aquifère
- Le potentiel en eau de la zone d'étude
- Evaluer la vulnérabilité intrinsèque des nappes de la zone
- Etat qualitatif des ressources en eau

Toutes ces données doivent être représentées sous forme de cartes thématiques.

❖ **Etat d'utilisation des ressources en eau**

L'IC est amené à réaliser un état d'usages des ressources en eau dans la zone, ainsi qu'une évaluation de la demande en eau actuelle et future.

Dans le cadre de l'étude d'actualisation du PDAIRE qui est en cours, une mission relative à l'évaluation de la demande en eau actuelle et future a été réalisée. Il est demandé à l'IC de faire une synthèse des résultats de cette étude et la complétant éventuellement par :

- Données relatives aux Systèmes d'AEP (Principales prises d'eau potable, Recensement des projets de mobilisation et de distribution existant dans la zone, réseau d'adduction et de distribution....)
- Données résultantes des études d'inventaire des points de prélèvements (captages existant, volumes prélevés, les zones d'activités agricoles, industrielles, touristiques, ...).
- Données environnementaux : qualité de l'eau, STEP, sources de pollution et points de rejets (domestique, agricoles, industrielles...),....

Une attention particulière sera accordée à l'évaluation de la demande en eau AEP et agricole.

❖ **Analyse et modélisation du fonctionnement hydrodynamique de la nappe de Taza**

Le but de cet axe est d'analyser le fonctionnement hydrodynamique de la nappe et évaluer son évolution. L'IC est amené à réaliser un modèle de la nappe pour prévoir son évolution dans le futur à différents horizons.

A l'issue de cette analyse, il est demandé de présenter un état tendanciel futur des ressources en eau de la nappe tenant compte des évolutions futures des prélèvements et de la recharge, sans négliger les impacts des changements climatiques sur ces deux composantes.

Le rapport de cette mission doit synthétiser l'ensemble des éléments et données recueillis sur le terrain et auprès des différents acteurs et intervenants dans le secteur de l'eau, tout en mettant en évidence les interactions entre évolution quantitative et qualitative de la ressource, usages, enjeux environnementaux et développement socio-économique de la zone.

L'IC devra identifier les potentialités en eau ainsi que les enjeux et les contraintes liés à la gestion des ressources en eau dans la zone de l'étude. Il devra également intégrer une analyse critique et une évaluation globale de la gestion actuelle de l'eau.

Les données collectées et actualisées ainsi que les cartes établies dans le cadre de cette mission doivent être capitalisées dans une base de données dynamique couplée à un SIG sous ArcGIS.

Mission II : Proposition des Schémas d'aménagements intégrés des ressources en eau

A ce stade de l'étude, l'IC est tenu d'élaborer l'ensemble des schémas d'aménagements possible pour satisfaire les besoins en eau. Ces schémas comprendront les réalisations ainsi que les possibilités de développement intégré et de préservation des ressources en eau relatives à la gestion de l'offre et à la gestion de la demande en eau.

Ces schémas doivent s'intégrer parfaitement dans les orientations tracées par le PDAIRE et le Plan National de l'Eau et dans une vision de développement durable et de protection de l'environnement.

Parmi les principales orientations dont l'IC peut tenir compte pour l'élaboration des schémas d'aménagements on peut citer :

- L'adoption de contrat de nappe ou de rivière, comme outil engageant l'ensemble des partenaires et fixant des objectifs de sauvegarde et de préservation des ressources en eau de surface et souterraine ;
- L'adoption d'une stratégie pour la généralisation des techniques économe en eau dans le domaine de l'irrigation essentiellement ;
- La délimitation de zone de sauvegarde ou d'interdiction
- La concrétisation des projets de développement et d'utilisation des ressources en eau non conventionnelles, notamment la réutilisation des eaux usées épurées
- La prise en considération de la protection de l'environnement dans toutes ses composantes ;
- Approcher les éventuels cas de transfert ;
- L'optimisation de l'allocation d'eau et la garantie de sa fourniture selon des priorités établies par des règles à définir ;
-

L'ensemble des schémas d'aménagement étudiés doivent faire l'objet de simulations. Lesquelles simulations ont pour objectifs d'évaluer les performances des schémas d'aménagement et de définir les affectations durant les années déficitaires.

Après l'élaboration des simulations des différents schémas d'aménagements pour différents horizons jusqu'à 2050, l'IC établira une étude comparative des solutions et procédera à une optimisation technique et socio-économique des différents schémas de mobilisation et d'utilisation de l'ensemble des ressources en eau (conventionnelles et non conventionnelles) et tenant compte des contraintes liées au développement des ressources en eau.

A l'issue des investigations effectuées et des résultats obtenus, l'IC proposera la meilleure variante (à retenir) du schéma d'aménagement qui concilie les moindres coûts de réalisation, la meilleure rentabilité économique, le meilleur service rendu, la meilleure adaptabilité à un schéma sur le moyen terme et les moindres impacts sur l'environnement.

Un atelier de concertation sera organisé réunissant les différentes instances concernées par l'eau (Conformément au décret n°2-18-339 du 17 Juillet 2018 relatifs au plan national de l'eau, au plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau et au plan local de gestion de l'eau): Ministère de l'équipement, transport, de la logistique et de l'eau, Le ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement durable, des eaux et forêts, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Ministère de l'Energie, des mines et du développement durable, l'office national de l'électricité et de l'eau potable, la RADEETA....

L'IC est appelé à présenter lors de cet atelier les résultats de la mission II et animer les débats sur les différents schémas d'aménagement intégré de l'eau étudiés, en dégagant l'ensemble des recommandations à prendre en considération dans le choix de la variante à retenir.

A l'issue de cet atelier, l'IC doit élaborer un compte rendu détaillé synthétisant la consistance des débats qui auront lieu et faisant ressortir les recommandations ou les corrections éventuelles à apporter à la variante à retenir.

Mission III : Elaboration d'un PLGE au niveau de la province de Taza

L'I.C. procédera au réajustement des composantes du schéma d'aménagement retenu en prenant en considération les observations et remarques du comité de concertation. Une fois le scénarios validé, l'I.C. doit en tirer un Plan Local de Gestion de l'Eau de la zone d'étude jusqu'à l'horizon 2050.

L'I.C. identifiera les dispositions nécessaires pour atteindre chaque objectif fixé par le PLGE. Ces dispositions peuvent porter notamment sur :

- La précision des allocations optimales de l'eau entre les différents usages à l'échelle locale et les conditions de leur affectation en vue d'assurer une meilleure répartition de la ressource disponible ;
- Le calendrier de réalisation des actions inscrites dans la variante du schéma d'aménagement retenu, notamment en matière d'économie de l'eau, de mobilisation de l'eau, de préservation de sa qualité...etc
- L'évaluation du coût de réalisation des actions et des ouvrages proposés
- L'évaluation des impacts des aménagements prévus dans le PLGE sur le plan l'environnemental, Economique et sur le plan social notamment une analyse genre devra également être menée en vue d'apporter les réajustements nécessaires pour une équité dans l'accès à l'eau.
- La définition d'un mode de gestion des ressources en eau de la zone d'étude afin de limiter les prélèvements dans les zones surexploitées et proposer éventuellement les périmètres de sauvegarde et d'interdiction ;
- Proposition de mesures et d'aménagements pour le renforcement des ressources en eau souterraines (éventuellement la recharge artificielle)
- Les mesures nécessaires pour garantir le développement durable des ressources en eau du point de vue technique, économique et environnemental ;
- La proposition des mesures réglementaires d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre efficace du plan, en particulier dans ses composantes

organisationnelles, législatives, économiques et financières, tenant compte des spécificités de la zone d'étude ;

- Les mesures d'adaptation au changement climatique ;

Il doit également définir le programme de suivi et de contrôle permettant d'évaluer l'avancement et le respect de la mise en œuvre du plan local de gestion des eaux au niveau de la zone d'étude, et élaborer un tableau de bord pour le suivi du programme d'actions ainsi que la cadence de contrôle et de mise à jour. Ce plan doit être chiffré et assorti d'un échéancier et des modalités de réalisation.

A l'issue de cette mission, un deuxième atelier de concertation sera organisé pour présenter le PLGE aux membres de la commission provinciale de l'eau de TAZA. L'objectif de cet atelier est d'avoir le consentement de l'ensemble des membres sur le projet du PLGE élaboré afin de procéder à sa validation.

Par la suite, l'IC proposera un plan de communication complet pour la vulgarisation de ce projet de PLGE. La consistance de ce plan doit être débattue lors de l'atelier.

ARTICLE 33 : DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

**ETUDE D'ELABORATION D'UN PLAN LOCAL DE GESTION
DES RESSOURCES EN EAU AU NIVEAU DE LA PROVINCE DE
TAZA**

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Prix forfaitaire en DH (HTVA)	Prix Total
			En chiffre	
1	Mission I : Etat des lieux, évaluation des ressources en eau et état de leur utilisation	Forfait		
2	Mission II : Proposition des Schémas d'aménagements intégrés des ressources en eau	Forfait		
3	Mission III : Elaboration du PLGE de Taza	Forfait		
<i>TOTAL HORS TAXE</i>				
<i>MONTANT T.V.A (20 %)</i>				
<i>TOTAL T.T.C</i>				

Arrêté le présent bordereau des prix et détail estimatif à la somme de :

..... **DHS TTC**

DERNIERE PAGE

AO N° 09/2021/ABHS.

OBJET : Etude d'Elaboration d'un Plan Local de Gestion des Ressources
en Eau au niveau de la Province de Taza

POUR UN MONTANT DE (*en chiffres et en lettres*) :.....
.....

PRESENTE PAR :

DRESSE PAR:
(L'ingénieur ou l'architecte
le cas échéant)

A....., LE :/...../.....

A....., LE :/...../.....

LU ET ACCEPTE PAR :
(Le prestataire)

WISE PAR :
**LE CONTROLEUR D'ETAT DE L'AGENCE
DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**

A....., LE :/...../.....

A....., LE :/...../.....

APPROUVE PAR :
LA DIRECTRICE DE L'AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU

A....., LE :/...../.....